

ÉDITO

# 2024, l'année de tous les dangers

Par **Alexandre Medvedowsky**



Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIGE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

donner du sens à l'action publique. Autour de nous, l'Europe risque également de connaître une année dangereuse. La montée de l'extrême droite est générale. Victoire en Italie, aux Pays-Bas, forte poussée en Allemagne et en France ; l'Europe démocratique vacille. Contestée sur ses valeurs, attaquée sur son modèle économique, poussée dans ses retranchements sur son modèle culturel, l'Europe est remise en question à la fois en son sein mais aussi sur les autres continents.

C'est à la fois inquiétant et surprenant. Inquiétant parce que l'Europe ne parvient pas à répondre à ces critiques, à ces remises en cause. L'économie européenne recule, poursuit sa désindustrialisation. L'Europe se défend, subit, n'est plus à l'offensive même si autour de Thierry Breton se multiplient les efforts de redéfinir dans certains secteurs une stratégie industrielle (espace,

semi-conducteurs, batteries électriques, nucléaire). Ce déclin continu n'empêche pourtant pas l'attractivité du continent européen et de l'Occident. Les flux migratoires, les déplacements climatiques et politiques ne s'y trompent guère, l'Europe continue d'exercer une forte attraction. Les réfugiés afghans et syriens ne vont ni en Chine, ni en Russie. Les migrations africaines continuent de se faire principalement vers l'Europe. Il en va de même pour le sous-continent indien qui envoie ses enfants vers l'Occident (en Angleterre, aux Etats-Unis).

L'Europe restera en 2024 fragile et inquiète car la guerre Ukraine-Russie se prolonge dangereusement. Elle se fige ou se gèle sur les frontières des conquêtes russes ou des contre-attaques ukrainiennes. Le soutien à l'Ukraine des pays européens ne se dément pas mais il reste fragile. Continuerons-nous à soutenir à une hauteur

L'année 2023 se termine. Il est bien difficile d'exprimer un point de vue positif tant les signaux opposés sont nombreux.

Au plan français, le vote sur le projet de loi immigration et en parallèle les multiples usages du 49-3 pour contourner l'absence de majorité absolue pour la majorité présidentielle à l'Assemblée et au Sénat illustrent une profonde crise démocratique et l'impossibilité d'Emmanuel Macron à gouverner notre pays. Quatre ans avant la fin de son mandat, le Président de la République est isolé, semble avoir perdu son flair politique, victime du syndrome de l'isolement élyséen, qu'ont connu avant lui certains de ses prédécesseurs, coupés des réalités sociales de notre pays. Il redoutait l'émergence d'une fronde dans sa majorité politique : 60 députés de sa majorité ont refusé de voter un texte de compromis sur l'immigration élaboré par LR et voté par le RN. Les frondeurs sont désormais là et bien présents. Sans que je prenne grand risque de me tromper, les élections européennes du printemps 2024 illustreront cette grave crise politique. On peut anticiper une forte poussée du RN et un effondrement de Renaissance, qui va perdre une partie de son socle électoral indigné d'un reniement des valeurs sur lesquelles Emmanuel Macron avait bâti ses succès de 2017 et 2022. 2024 risque d'être une année confirmant l'impossibilité de gouverner notre pays et de



suffisante l'effort militaire ukrainien pour permettre aux Ukrainiens de résister aux offensives russes ? Le champ des négociations s'ouvrira-t-il entre la Russie et l'Ukraine ? Ou au contraire, la réélection certaine de Poutine entraînera-t-elle un regain des efforts russes sur le front ukrainien ? Comment traiterons-nous la demande pressante d'entrée de l'Ukraine au sein de l'Union ? Et quels seront les moyens effectifs mis en œuvre pour la reconstruction du pays ? Ces incertitudes sont immenses et pèsent sur le climat des affaires et le contexte politique des pays européens. Les élections européennes au printemps prochain seront un moment important et leurs résultats impacteront les engagements des Européens sur le front ukrainien. Or beaucoup de choses ne dépendent pas de nous.

2024 sera l'année des élections présidentielles américaines. L'éventuel retour de Donald Trump à la tête de la plus grande puissance mondiale, favori des sondages à moins d'un an de l'élection, porte des dangers considérables.

Danger d'abord pour la démocratie américaine, elle-même bousculée dans ses fondements et déchirée par des conflits et des divisions de plus en plus difficiles à concilier. Danger surtout parce que Trump réélu, ce serait vraisemblablement la fin du soutien financier des Etats-Unis à l'Ukraine, un risque de sortie des Américains de l'OTAN, un décrochage du soutien américain à l'Europe. C'est en tout cas le discours de Trump lui-même et de son proche entourage. On imagine le choc sur nos pays et sur l'Union européenne renvoyée à un face à face avec la Russie de Poutine. Trump réélu, les Etats-Unis renforceront leur pression sur la Chine dont ils sont l'adversaire résolu. Ce choc frontal que Trump annonce dans toutes ses prises de parole ferait peser sur le monde une menace d'une ampleur inconnue mais réelle dans la zone Pacifique et autour de Taïwan.

De même au Moyen-Orient, le conflit à Gaza, qui commence à prendre une dimension internationale avec l'entrée des Houtis dans le conflit, risque de voir se multiplier les attaques en Mer Rouge. Les contraintes liées au retraçage des routes commerciales maritimes pourraient être les premiers impacts globaux du conflit.

Ces incertitudes renforcent l'importance de nos métiers, la quête impérieuse des informations stratégiques qui permettent d'anticiper et de prendre des décisions maîtrisées en éliminant les risques. La complexité du monde rend plus que jamais nécessaire de maîtriser les rapports de force, d'élaborer des stratégies d'influence et de les mettre en œuvre avec tous les outils du lobbying et de la diplomatie d'affaires. C'est l'ambition de nos groupes.

Vous souhaiter de bonnes fêtes de Noël dans ce contexte un peu lourd peut paraître décalé. C'est pourtant ce que je fais en mon nom personnel mais aussi au nom d'ESL, d'Antidox et du comité de rédaction de notre Newsletter piloté d'une main de fer par Eugénie, épaulée par Nicolas et Charlene. Bonnes et heureuses fêtes de Noël, bonne fin d'année. Et à très vite en début d'année prochaine ●

REGARD D'EXPERT

# Energies renouvelables : se donner les moyens de ses ambitions !

Publié dans L'Opinion le 18 décembre 2023

Par Bruno Alomar



Bruno ALOMAR est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'Ecole de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a

travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de La réforme ou l'insignifiance : dix ans pour sauver l'Union européenne (Ed. Ecole de Guerre - 2018), Bruno ALOMAR commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

Le développement des énergies renouvelables (EnR) est l'un des grands engagements pris par l'Union européenne (40% dans le bouquet énergétique en 2030). Alors que l'UE s'est donné pour objectif une puissance installée de 100 gigawatts (GW) dans l'hydrogène en 2030, la capacité réelle aujourd'hui correspond à seulement 0,2% de cet objectif ! La France, elle, n'a pas atteint l'objectif fixé en 2009 : 23% d'EnR dans sa consommation énergétique finale.

Comment développer les EnR et surmonter les obstacles politiques, sociaux et économiques

que l'on perçoit de plus en plus clairement ? Au-delà de l'ampleur des financements, sujet crucial, proposons d'ores et déjà quelques pistes.

Les EnR ne sont pas une martingale. Elles sont une condition nécessaire, dans un bouquet diversifié, mais pas suffisante. Rappelons ici qu'EDF, numéro un mondial du nucléaire, est aussi le premier producteur européen d'EnR. Rappelons qu'en fait de développement de l'hydrogène, l'électricité pour le produire est essentielle, et que la France a tout à gagner à développer l'hydrogène à partir du nucléaire... Ce qui a d'ailleurs suscité beaucoup de débats au sein de l'UE. Il est ainsi logique que les préconisations de RTE et les orientations de la Stratégie française pour l'Energie et le Climat prennent en compte cette complémentarité. Il faut également faire confiance au progrès technique. Plusieurs exemples l'attestent.

Le premier tient au nucléaire dont la COP28 a consacré le retour en grâce. D'ailleurs, si l'Allemagne conserve sa position sur les centrales, elle n'oublie pas de poursuivre ses recherches à moyen/long terme sur la fusion nucléaire car elle en perçoit tout le potentiel. Le second concerne l'éolien flottant avec l'ambition affichée d'Emmanuel Macron de faire de la France le leader européen de ce secteur. L'Etat a déjà lancé des appels



d'offres sans attendre les résultats des fermes-pilotes. Chaîne de valeur. Le troisième concerne l'hydrolien. Comme toute innovation, cette technologie prometteuse comprend sa part d'aléa. Construire une filière nécessite de s'appuyer sur des briques technologiques éprouvées pour réduire les risques. Mais attention aux contradictions! On ne peut pas faire grandir une filière en prenant des décisions frileuses. Lancer des appels d'offres commerciaux sans attendre le résultat des fermes-pilote est là aussi indispensable. C'est tout l'enjeu de la future programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) figurant dans le projet de loi sur la Souveraineté énergétique de la France qui sera débattu au Parlement début 2024.

L'UE a fait des efforts, notamment en matière d'aides d'Etats. Sommeillant dans les Traités, les Projets Importants d'Intérêt Européen Commun (PIIEC ou IPCEI) ont été utilisés dans les domaines des batteries et de l'hydrogène. Est-ce suffisant? Sans doute pas. Si l'on s'arrête à l'hydrogène, à côté de la construction d'une offre, la solvabilité d'une demande qui, seule, permettra à un marché véritable de se faire jour, manque. Et si beaucoup d'obstacles ont été réduits, d'autres surgissent, comme l'attestent – hélas – de nouvelles obligations de consultation qui ralentissent les industriels. L'UE, pourtant bien consciente d'avoir raté le développement du photovoltaïque au profit de la Chine, son rival systémique, peine à développer de réelles protections de ses filières. Les Américains n'ont pas ces peurs...

En France, si l'Etat veut rester cohérent sur l'innovation, il devra tenir les deux bouts de la chaîne, de la création de la technologie au marché, en assurant une part de made in France ●



## REGARD D'EXPERT

# Aleph Alpha et Mistral : deux figures de proue pour l'Europe en 2024

Par Maurice De Rambuteau



Fort d'un master en journalisme au CFJ et d'un master en management à l'ESCP Business School, Maurice De Rambuteau a rejoint Qant à la fin de ses études, en 2022. Avec Jean Rognetta, il a préparé le lancement de la première lettre professionnelle jamais écrite et illustrée avec l'intelligence artificielle, mais non par elle. Fort d'une expérience dans la presse sportive (So Foot, L'Equipe) et d'information générale (La Croix), il met à profit ses talents de vulgarisateur pour décoder les fonctionnalités les plus abscondes des modèles d'IA.

### Start-up modèles

Portée par la machine marketing de ses investisseurs, Mistral revient de plus en plus souvent dans le buzz de la Silicon Valley. Sa dernière création, Mixtral 8x7B, s'inspire de l'architecture que l'on prête à GPT-4 : un « mélange d'experts » où plusieurs modèles sont mis en réseau. En outre, le cadre SMOE (Sparse Mixture of Experts) choisi permet de ne pas mobiliser l'ensemble du réseau neuronal pour le traitement de chaque jeton. Mixtral 8x7B atteint ainsi des performances comparables à celles de modèles à la taille beaucoup plus importante, comme Llama 2 de Meta ou GPT 3.5 d'OpenAI.

En outre, Mistral se présente comme un pionnier des petits modèles de langage : Mistral 7B a largement devancé les modèles de Microsoft et de Google, qui ne lancera son Gemini Nano que l'an prochain. Or, depuis le succès ce printemps d'Alpaca, un modèle dégradé de Llama qui tournait sur un PC s'est lancé une course vers la création d'un modèle de langage susceptible d'animer un téléphone mobile (plutôt que le paralyser, comme c'est le cas aujourd'hui). Il est principalement tourné vers l'anglais et le code, les deux langages dominants de l'IA aujourd'hui.

De son côté, Aleph Alpha développe une série de grands modèles de langages multimodaux, Luminous, avec l'ambition de créer une IA « souveraine » et respectueuse de la diversité lin-

Face aux colosses américains de l'IA, l'Europe présente deux champions : la française Mistral AI, qui a déjà cédé aux sirènes d'Outre-Atlantique, et l'allemande Aleph Alpha. Deux stratégies extrêmement différentes. 490 millions d'euros en deux tours pour la française ; 494 millions en deux tours pour l'allemande : là s'arrêtent, ou presque, les similarités entre les deux champions européens de l'intelligence artificielle, Mistral et Aleph Alpha. Créée en avril 2023, la flamboyante pépite française a accueilli à son capital la fine fleur des VCs américains, Andreessen Horowitz (A16Z) et LightSpeed Ventures. Fondée en 2019, la plus discrète start-up allemande génère déjà du chiffre d'affaires ; elle s'appuie sur un incubateur du Bade-Wurtemberg et surtout sur les fleurons de l'industrie allemande : Bosch, SAP, Burda, Schwartz (Lidl)...



## Marche américaine

Très différentes, les deux start-up ont néanmoins réuni leurs efforts cet automne, pour combattre les propositions du Parlement sur l'AI Act, jugées trop sévères pour les modèles de fondation. On a vu le couple franco-allemand se recomposer au Conseil européen pour obtenir un cadre plus favorable. Les détails précis doivent encore être publiés mais il semble que les efforts conjoints des deux start-up aient porté leurs fruits.

Si les deux côtés du Rhin fêtent – à raison – leurs champions respectifs, la marche pour concurrencer les géants américains reste titanique. Même avec un renfort en venture debt, les fonds levés par Mistral ou Aleph Alpha semblent peser bien peu face aux 11,3 milliards d'OpenAI et à la puissance de groupes comme Google et Microsoft. En revanche, les start-up européennes se comparent sans mal à la canadienne Cohere (435 M\$), à l'israélienne AI21 (326,5 M\$) ou à la britannique Stability AI (174 M\$). Elles ont conjoint leurs efforts cet automne dans le lobbying sur l'AI Act. « En France, on n'a pas de pétrole mais on a des idées » scandait le slogan publicitaire en 1977, en plein

guistique du Vieux Continent. Le principal modèle de la start-up allemande, a notamment été entraîné sur des données textuelles en anglais, français, allemand, espagnol et italien. L'entreprise explique avoir pour ambition de développer l'application de l'IA générative dans des secteurs complexes comme la finance, la santé, le droit ou encore la sécurité, avec un accent mis sur la confidentialité des données et l'interopérabilité.

Entreprise	Fonds levés depuis sa création (M\$)
OpenAI	11 300
Anthropic	7 600
Inflection AI	1 500
Mistral AI	657,8
Aleph Alpha	642,8
Cohere	434,9
AI21 Labs	326,5
Stability AI	173,8
Character AI	150
Jasper	131
Source : Crunchbase	

choc pétrolier. Un demi-siècle plus tard, Mistral AI et Aleph Alpha devront prouver la valeur des leurs.

Pour vous abonner gratuitement à Qant, c'est par ici : Qant: Révolution cognitive et Avenir du numérique - La newsletter de QANT: Révolution cognitive et Avenir du numérique (kessel.media)

Noam Shazeer et al., Outrageously Large Neural Networks: The Sparsely-Gated Mixture-of-Experts Layer, Arxiv 2017 ●

## Vous souhaitez de bonnes fêtes de fin d'année !

ESL & NETWORK & antidox

### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.